

Colombie: La paix n'est pas morte



Par Guillermo Alvarado

Même s'il y a eu en Colombie et ailleurs, des gens qui ont salué et même fêté la victoire du Non au plébiscite de dimanche pour donner des pleins pouvoirs au président pour mettre en application les accords de paix passés avec les Forces Armées de Colombie-Armée du Peuple, principale force de guérilla dans ce pays, il faut dire que ce pacte, auquel on a mis des bâtons dans les roues, n'est ni mort ni mis en déroute.

Le président Santos et le leader de la guérilla Timoleón Jiménez viennent de le prouver en confirmant leur volonté de maintenir le cessez le feu bilatéral et de continuer à chercher des mécanismes pour mettre fin à un conflit de plus d'un demi siècle qui a fait 250 000 morts, quelque 50 000 disparus et 8 millions de déplacés.

Bien sûr, après l'impact de la nouvelle inattendue deux grandes interrogations se posent: que s'est-il passé dimanche en Colombie et qu'est ce qui va se passer maintenant?

Avec les éléments dont on dispose, l'on peut analyser certains faits dont il faudrait tenir compte.

Première chose. La paradoxe que suppose le fait que la principale force qui prendrait part à la consultation, celle des villes, allait décider d'une guerre qu'elle n'a pas vécue en chair et en os comme c'est le cas de la population rurale, peu habituée à se rendre aux urnes. Les résultats en sont le meilleur témoignage: des grandes villes comme Medellín et Bucaramanga, ont permis la victoire du Non. Dans les campagnes l'option du Oui s'est imposée largement.

Par exemple au Cauca, 68% des électeurs ont voté Oui. Au Chocó ce chiffre a atteint 80%; à Putumayo 66 et au Vaupes, 78% des électeurs ont appuyé les accords de paix-

Cependant ces endroits n'ont pas eu la force des grandes villes où la guerre n'a été qu'une nouvelle reflétée partiellement et souvent de façon tendancieuse par les médias.

Il faudrait s'arrêter aussi sur le rôle joué par ceux -ci durant la brève campagne préalable au plébiscite. Sans exception, les grands médias ont satanisé les FARC-AP, ce qu'ils faisaient depuis longtemps.

Avec une habileté perfide, les ennemis de la paix ont exercé une influence sur un secteur dont on sait combien le pouvoir de la presse peut changer sa pensée: l'habitant urbain dont le vote serait décisif, comme il est arrivé.

Il aurait fallu, un effort pédagogique de la part du gouvernement et des organisations sociales. On se pose la question s'il a été correcte d'organiser le vote le plus important de l'histoire du pays, 6 jours après à peine la signature des accords.

Il faut rappeler que le plébiscite a été contraignant pour le président de la République, pas pour l'État colombien dans son ensemble. Cela veut dire que l'on aura besoin de plus de temps et d'efforts, d'autres entités comme le Congrès, la Cour Constitutionnelle ou la Cour Suprême de Justice peuvent assumer la conduction du processus pour le mettre dans la pratique.

On n'écarte pas non plus la convocation d'une Assemblée Nationale Constituante pour faire d'un seul coup toutes les réformes nécessaires, une idée ambitieuse, et pas exemptée de risques.

En tout cas l'on peut être sûr d'une chose: la volonté politique des parties et l'appui total de la communauté internationale. La paix en Colombie vit, elle n'est pas morte, comme le voudraient ceux qui font de la violence une affaire très lucrative.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/107746-colombie-la-paix-nest-pas-morte>



Radio Habana Cuba